

**Convention de mécénat pour la création du
catalogue de l'exposition Sabine Moritz, *Les cieux*, au
Château – Centre d'Art Contemporain et du
Patrimoine d'Aubenas**

Entre les soussignés

La commune d'Aubenas représentée par Monsieur Jean-Yves Meyer, en sa qualité Maire, dûment habilité,

Ci-après dénommé « le Bénéficiaire »

D'une part,

Et,

Pilar Corrias Ltd

Limited company

dont le siège social est situé à 51 Conduit Street, London W1S 2YT, Royaume-Uni, représentée par Madame Pilar Corrias, Directrice,

Ci-après dénommée « le Mécène »

D'autre part,

Ci-après dénommés collectivement les « Parties »,

Vu la loi n°2003-79 du 1^{er} août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations et notamment les dispositions codifiées à l'article 238 bis du code général des impôts ;

Vu la Charte du mécénat culturel du ministère de la Culture ;

PRÉAMBULE

Le Bénéficiaire et le Mécène ont pour objectif commun le projet d'édition du catalogue d'exposition (conception, fabrication, diffusion) de Sabine Moritz, *Les cieux* présentée au Château d'Aubenas – Centre d'Art Contemporain et du Patrimoine du 1^{er} mai au 21 septembre 2025, ci-après dénommé le Projet.

DANS CE CADRE, ENTRE LES PARTIES, IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention, dénommée ci-après la « Convention », a pour objet de définir :

- les modalités du soutien apporté par le Mécène au Bénéficiaire pour parvenir à mettre en œuvre le Projet décrit ci-dessus ;
- les modalités de valorisation des contreparties au soutien apporté par le Mécène consenti par le Bénéficiaire.

Article 2 – Apports du Mécène

Le Mécène s'engage à contribuer au financement du Projet décrit ci-dessus en versant la somme de 17 500 € Nets (dix-sept mille cinq cents euros) au Bénéficiaire.

Accusé de réception en préfecture
007-210700191-20250617-DEL2025-117-DE
Date de télétransmission : 19/06/2025
Date de réception préfecture : 19/06/2025

Article 3 – Engagements du Bénéficiaire

3-1 Soutien financier

Le Bénéficiaire s'engage à utiliser l'intégralité de la contribution apportée par le Mécène pour financer le Projet.

Le Bénéficiaire s'engage à produire un certificat administratif justifiant les dépenses engagées pour le projet d'édition du catalogue.

3-2 Communication

Pendant toute la durée de la présente Convention, le Bénéficiaire s'engage à faire mention du partenariat avec le Mécène sur tous les supports de communication liés à l'opération : catalogue de l'exposition, communiqué de presse, site Internet et réseaux sociaux du Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire s'engage à soumettre au Mécène lesdits documents avant impression et diffusion, afin qu'il puisse notamment vérifier l'utilisation de sa mention.

Le Bénéficiaire autorise le Mécène à évoquer son action de soutien dans sa propre communication et communication interne, sur tous supports, sous réserve que les différentes mentions relatives à ce soutien lui soient soumises pour accord.

3-3 Contreparties

L'ensemble de ces contreparties y compris en matière de communication sont accordées dans la limite d'un plafond de 25 % de l'apport du Mécène, soit dans la limite de 4 375€ (quatre mille trois cent soixante-quinze euros) nets de taxe.

3-3-1 Octroi de contreparties

Les contreparties matérielles dont pourra bénéficier le Mécène se limitent à 20% du montant du don soit 3 500 euros (trois mille cinq cents euros). Le Bénéficiaire accorde au Mécène un crédit de contreparties sous forme de la réalisation d'une ou plusieurs prestations au choix du parmi les prestations suivantes :

- Abonnements annuels
- Entrées gratuites aux expositions
- Exemplaires gratuits du catalogue d'exposition
- Privatisation des espaces du Château

Les contreparties immatérielles dont pourra bénéficier le Mécène se limitent à 5% du montant du don soit 875 (huit cent soixante-quinze) euros, elles comprennent :

- Invitations aux vernissages privés du Château

Le Bénéficiaire propose au Mécène deux (2) invitations à chaque vernissage des expositions du Château jusqu'en 2030, pour une valeur de 0 (zéro) euro.

- Invitations aux événements des mécènes du Château

Le Bénéficiaire propose au Mécène deux (2) invitations à tous les événements dédiés aux mécènes du Château jusqu'en 2030, pour une valeur de 0 (zéro) euro.

- La communication mentionnée au 3-2 pour une valeur de 875 € (huit cent soixante-quinze euros).

3-3-2 Utilisation des contreparties

Lorsque le Mécène lui en fait la demande, le Bénéficiaire lui fait parvenir un état des contreparties consommées et de celles qui restent à consommer.

La durée de consommation par le Mécène des contreparties octroyées par le Bénéficiaire ne peut excéder 12 (douze) mois suivant la fin de la présente Convention, à l'exception des invitations aux vernissages et aux événements dédiés aux mécènes du Château.

Article 4 - Modalités de règlement de la contribution financière

Conformément à l'article 2 de la présente Convention, le versement sera effectué sous forme d'un virement de 17 500 (dix-sept mille cinq cents) euros nets de taxe, à réaliser au plus tard le 30 juillet 2025.

Article 5 – Réduction d'impôt

A la date de signature de la présente Convention, le Bénéficiaire certifie que le don effectué à son profit ouvre droit pour le Mécène à la réduction d'impôt prévue à l'article 238 bis du code général des impôts.

Le Bénéficiaire délivre au Mécène un reçu fiscal suivant le modèle fourni par l'administration fiscale (modèle formulaire n° 2041-MEC-SD (CERFA n° 16216), disponible sur le site impot.gouv.fr) dès le versement du don.

Article 6 – Obligation déclarative du Mécène

En application du 6 de l'article 238 bis du code général des impôts, le Mécène qui effectue au cours d'un exercice fiscal plus de 10 000 euros de dons et versements ouvrant droit à la réduction d'impôt prévue au même article, doit déclarer par voie électronique à l'administration fiscale, à l'aide du formulaire n° 2069-RCI-SD, le montant et la date de ces dons et versements, l'identité des différents bénéficiaires ainsi que le cas échéant, la valeur des biens et services reçus, directement ou indirectement, en contrepartie.

La valeur des biens et services reçus en contrepartie à déclarer par le Mécène est récapitulée en annexe de la présente convention.

Article 7 – Obligations du Bénéficiaire

En application de l'article 222 bis du code général des impôts (CGI), l'organisme qui délivre des reçus ou tous autres documents par lesquels il indique à un contribuable qu'il est en droit de bénéficier de la réduction d'impôt prévue à l'article 238 bis du CGI est tenu de déclarer chaque année à l'administration fiscale, le montant global des dons et versements mentionnés sur ces documents et perçus au cours de l'année civile précédente ou au cours du dernier exercice clos s'il ne coïncide pas avec l'année civile ainsi que le nombre de documents délivrés au cours de cette période ou de cet exercice.

Les modalités de déclaration sont précisées par la doctrine fiscale (paragraphe 140 et suivants du BOI-BIC-RICI-20-30-40). Cette déclaration sera faite par Yvana MOUTON, responsable de la communication et du mécénat pour Le Château – Centre d'Art Contemporain et du Patrimoine d'Aubenas yvana.mouton@lechateauaubenas.com.

Article 8 – Relations avec le Mécène et exclusivité

En vue de trouver des financements complémentaires, nécessaires à la réalisation du projet, le Bénéficiaire est éventuellement amené à contracter avec d'autres mécènes potentiels.

Accusé de réception en préfecture
007-210700191-20250617-DEL2025-117-DE
Date de télétransmission : 19/06/2025
Date de réception préfecture : 19/06/2025

Le Bénéficiaire informe le Mécène de toute reconduction et de tout nouveau partenariat avec une autre mécène.

Le Bénéficiaire remet au Mécène un exemplaire de la Charte du mécénat culturel qui rappelle les principes que doivent poursuivre les deux Parties dans le cadre de leur partenariat.

Le Bénéficiaire a notamment informé le Mécène du soutien en mécénat de la société Frédérique Larroque Fine Art - SAS pour la réalisation du Projet.

Article 9 - Suivi

Pour assurer le suivi de la présente Convention, les Parties désignent les interlocuteurs suivants :

Pour le Bénéficiaire : Madame Yvana Mouton, responsable de la communication et de mécénat, yvana.mouton@lechateauaubenas.com

Pour le Mécène : Madame Pilar Corrias, info@pilarcorrias.com

Article 10 – Obligations des Parties

Les Parties s'engagent mutuellement à accomplir leurs obligations telles qu'elles sont définies dans la présente Convention et à respecter les principes édictés par la Charte du mécénat.

Article 11 – Propriété intellectuelle

Il est expressément précisé que le Bénéficiaire demeure le seul propriétaire du projet. Le concept ne doit pas être utilisé par le Mécène pour d'autres fins que celle d'assurer les prestations liées à la Convention. Le Mécène s'engage à ne pas porter atteinte aux droits de propriété du Bénéficiaire sur le projet quelle qu'en soit la forme ou la nature.

Dans le cas d'inexécution du projet de la part du Bénéficiaire, celui-ci restitue au Mécène les sommes qui lui ont déjà été versées, une fois déduites les sommes correspondant aux contreparties éventuellement déjà utilisées par le Mécène.

En cas de résiliation, le Mécène ne peut plus faire usage d'une manière directe ou indirecte du nom et de l'image du Bénéficiaire et du projet, en liaison avec tout ou partie de celui-ci et réciproquement.

Article 12 – Modifications

La présente Convention ne peut être modifiée que par un document écrit et signé par les deux Parties.

Article 13 – Subrogation

Aucune substitution de partie ne peut intervenir sans accord préalable écrit, signé des deux Parties ayant conclu la présente Convention.

Article 14 – Résiliation

14-1 Abandon du Projet

Dans le cas d'abandon total ou partiel du Projet, la Convention est résiliée de plein droit.

14-2 Inexécution des obligations

En cas d'inexécution par l'une ou l'autre des Parties, de l'une ou des obligations prévues dans la présente Convention, celle-ci est résiliée de plein droit après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet dans un délai de trente (30) jours sans préjudice des dommages et intérêts dus en réparation de préjudices pouvant résulter de la défaillance à l'origine de la rupture.

14-3 Force majeure

En cas d'événement de force majeure faisant obstacle à l'exécution par l'une des Parties de ses obligations telles qu'elles découlent de la présente Convention, la Partie défaillante en informe immédiatement l'autre. La Partie défaillante est exonérée de toute responsabilité du fait de son inexécution qui ne peut être considérée comme une violation de la Convention.

Il est entendu par événements de force majeure, des événements imprévisibles, irrésistibles et de nature à rendre impossible l'exécution des obligations aux conditions stipulées dans la présente Convention et telle que définie à l'article 1218 du code civil.

Article 15 – Responsabilité du Mécène

Aucune responsabilité ne peut être recherchée par le Bénéficiaire auprès du Mécène du fait de sa contribution, quant à l'organisation, la mise en œuvre et la réalisation du projet.

Article 16 – Règlement des différents

Tout différend portant sur la formation, l'interprétation ou l'exécution de la présente relève, faute d'être résolu à l'amiable entre les Parties, de la compétence exclusive des tribunaux compétents d'Aubenas.

Article 17 – Durée de la Convention

Les présentes conditions sont convenues et acceptées par les Parties à compter de la signature de la présente Convention et prennent fin automatiquement et sans formalité préalable au terme du projet, soit à la date du 31 décembre 2025.

Fait à Paris, le en deux exemplaires originaux

Pour le Mécène
Pilar, CORRIAS, Directrice
Lu et approuvé

Pour le Bénéficiaire
Jean-Yves, MEYER, Maire d'Aubenas
Lu et approuvé